Conseil exécutif de l'UA : La prévention des conflits au coeur des débats

PANA, 27 janvier 2016 Addis-Abeba, Ethiopie - Les ministres des Affaires Ã©trangÃ¨res du Conseil exÃ©cutif de l'Union africaine se sont rÃ©unis, mercredi, pour prÃ©parer l'agenda principal du prochain Sommet de l'UA lors d'une rÃ©union ministÃ©rielle marquÃ©e par la nÃ©cessitÃ© de trouver une solution aux conflits qui ont rendu l'Afrique peu attractive pour les investissements Ã©trangers. La prÃ©sidente de la Commission de l'UA, Nkosazana Dlamini-Zuma a estimÃ©, Ã cette occasion, qu'il est urgent de faire face Ã la menace terroriste et extrÃ©miste afin que les populations africaines puissent vivre en paix.

La patronne de l'UA a Ã©galement critiquÃ© l'ONU pour son incapacitÃ© Ã agir sur la question du Sahara Occidental, car le droit de ce peuple Ã l'autodÃ©termination Ã©tait niÃ© depuis trop longtemps. Pour la prÃ©sidente de l'UA, il est aussi nÃ©cessaire de s'attaquer Ã la chute des cours de matiÃ¨res premiÃ¨res, notamment le pÃ©trole et les minerais, pour permettre aux communautÃ©s les plus affectÃ©es d'y faire face. Toutefois, durant la rÃ©union du Conseil exÃ©cutif, aucune mention n'a Ã©tÃ© faite du conflit au Burundi. "La guerre confÃ¨re des avantages Ã des individus, mais aussi des gains qui peuvent motiver les gens Ã combattre", a dÃ©clarÃ© le SecrÃ©taire exÃ©cutif de la Commission Ã©conomique des Nations unies pour l'Afrique (CEA), Carlos Lopes, lors de la session d'ouverture de ladite rÃ©union ministÃ©rielle consacrÃ©e Ã©galement Ã la situation des droits de l'homme et des femmes en Afrique. M. Lopes a dÃ©noncÃ© l'absence d'Ã©galitÃ© et d'Ã©quitÃ© dans la distribution des ressources, l'exercice inÃ©quitable des droits politiques et Ã©conomiques et l'absence de systÃ¨me en mesure de corriger ces dÃ©faillances en tant qu'Ã©lÃ©ments clÃ©s Ã la base de davantage de conflits en Afrique. "C'est le cas Ã trois niveaux qui se renforcent mutuellement, Ã©conomique, social et politique. Les groupes relativement dÃ©favorisÃ©s sont persuadÃ©s par leurs leaders de chercher Ã se faire justice. Les groupes privilÃ©giÃ©s cherchent ou sont dÃ©terminÃ©s Ã se battre pour protÃ©ger leurs privilÃ¨ges", a expliquÃ© M. Lopes. Les ministres sont rÃ©unis Ã Addis-Abeb la veille de l'AssemblÃ©e des chefs d'Etat et de gouvernement de l'UA prÃ©vue cette semaine. Les ministres devront discuter et approuver le budget rÃ©visÃ© pour l'annÃ©e 2016. Ils se pencheront aussi sur les dÃ©fis que rencontre l'UA, particuliÃ¨rement face au refus de beaucoup de pays de ratifier les traitÃ©s approuvÃ©s. L'Ã©lection des membres du Conseil de paix et de sÃ©curitÃ© (CPS) de l'UA aura lieu durant cette rÃ©union ministÃ©rielle. Selon le chef de la diplomatie zimbabwÃ©enne, Simbarashe Mumbengegwi, Simbarashe Mumbengegwi, les ministres discuteront Ã©galement du projet de restructuration de la Commission de l'UA et d'autres institutions de l'organisation. Dans le cadre des rÃ©formes proposÃ©es lors de ce sommet, les dirigeants africains tiendront des rÃ©unions Ã huis clos rÃ©guliÃ¨rement avant d'entamer les sessions ouvertes, a dit M. Mumbengegwi Ã ses pairs. Le Conseil des ministres discutera aussi d'une nouvelle Ã©chelle des contributions financiÃ¨res, ce qui, selon le ministre zimbabwÃ©en, prÃ©sident en exercice du Conseil exÃ©cutif, serait un fardeau plus lourd sur les Ã©paules des Etats africains. "Ceci devrait mettre fin Ã la nÃ©cessitÃ© de faire appel Ã des financements externes. C'est aussi un moyen de s'assurer que nous contrÃ´lons les programmes de l'UA. Nous devons aussi payer nos contributions Ã temps et cesser de s'appuyer sur des financements externes". Actuellement, le budget de l'UA est supÃ©rieur Ã 500 millions de dollars, financÃ© essentiellement par des donateurs Ã©trangers. L'Afrique du Sud, le Nigeria, l'Egypte et l'AlgÃ©rie sont les plus gros contributeurs africains. Toutefois, les contributions de la rÃ©gion nord africaine ont Ã©tÃ© affectÃ©es par la suspension de l'Egypte et l'instabilitÃ© causÃ©e par le printemps arabe, Ã l'origine d'une baisse des revenus de l'UA. Pour le prÃ©sident du Conseil exÃ©cutif, l'UA doit aussi faire face au terrorisme et Ã l'instabilitÃ© politique.